

Colloque des Bâtisseurs de l'UDI et de Les Idées.fr

Lundi 15 février 2016

Assemblée Nationale – Salle Lamartine

La sécurité de la France et de l'UE se joue-t-elle réellement au Sud du Sahara ?

Début du colloque à 18h10 par la prise de parole de Louis Giscard d'Estaing, président des [idées.fr](http://www.lesidees.fr), qui accueille les intervenants en rappelant sa sensibilité personnelle pour les sujets de défense en sa qualité d'ancien rapporteur du budget des Forces armées à l'Assemblée nationale. Le modérateur du colloque est Pascal Airault, journaliste à la rédaction de l'Opinion et spécialiste du continent africain. M. Airault, rappelle, en guise d'introduction que la présence militaire française en Afrique qui s'élève à plus de 10.000 hommes au travers des opérations Serval et Barkhane. Il en découle ainsi de nombreux enjeux stratégiques.

Le premier intervenant à prendre la parole est Bruno Clément-Bollée, général (2S), ancien commandant de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire et ancien directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) au sein du Ministère des affaires étrangères. Son premier mot est pour évoquer la Côte d'Ivoire qu'il décrit comme un pays en sortie de crise, fort de près de 75 milliers d'anciens combattants à réintégrer. La Côte d'Ivoire est ainsi un pays menacé par le tracé de ses frontières ; il en résulte un grave défaut de coordination avec les autorités maliennes, notamment. Sur le plan intérieur, sa sécurité est remise en cause par les activités d'orpaillages clandestins couplées à celles de coupeurs de routes. Le général Clément-Bollée pointe qu'à terme ces activités peuvent financer voire fusionner avec le djihadisme. Suite aux attentats à Ouagadougou, Bruno Clément-Bollée avertit sur l'imminence d'une attaque de la sorte en Côte d'Ivoire. Pour ce qui est de la situation globale du pays, l'accent est mis sur l'informatisation extrême de l'activité économique ivoirienne qui précarise les plus fragiles et n'offre pas d'opportunités à la jeunesse qui représente près de 40% de la population (-15 ans).

S'en suit l'intervention de Dominique Trinquand, général (2S) et ancien chef de la mission militaire française à l'ONU puis chef d'état major de l'armée de terre auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Il aborde en premier lieu la question de la création d'une force de réaction africaine donc il regrette l'absence d'efficacité et de financement. La France quant à elle possède une capacité de réaction immédiate en Afrique comme le démontre le déploiement de 4500 hommes au Mali. Elle collabore avec le G5 du Sahel soit les forces armées du Mali, du Burkina Faso, du Tchad, du Niger et de Mauritanie. Le général Trinquand distingue l'action du G5 Sahel qu'il considère comme portée vers la mobilité et l'intervention, et l'action de la Minusma qu'il juge comme spécialisée dans la gestion de crise. Hervé Morin interroge le général Trinquand sur le cadre juridique de l'action de la France : celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'art. 42-7 de l'UE et non l'art. 5 de l'OTAN : c'est à dire que la France reçoit le soutien des forces belges, néerlandaises ou allemandes. En outre, les forces françaises ne sont pas présentes dans le cadre des casques bleus ce qui leur octroie une liberté d'action supplémentaire. Dominique Trinquand conclue son intervention en indiquant que la présence militaire française en Afrique justifie à elle seule le statut de la France de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU.

Serge Michailof est le troisième à prendre la parole, il est chercheur en relations internationales et enseignant spécialiste de l'Afrique et fut également le Directeur des opérations de l'Agence française de développement (AFD). Il décrit la région du Sahel comme « *une vaste poudrière où le djihadisme pourrait constituer un départ de feu* ». La région se heurte donc à une conjonction de difficultés de toutes sortes. Les questions les plus urgentes sont celles de démographie et d'accès aux ressources et aux emplois. L'Afrique couve des masses de jeunes individus à qui on ne donne pas les moyens de s'épanouir. Aussi, est-il nécessaire, selon Serge Michailof, de pointer les multiples divisions tribales, ethniques et religieuses qui sont ravivées par la déliquescence des États de la région. En effet, par leur absence de réactivité, de souveraineté et de renouvellement, les États du Sahel sont en situation de quasi défaillance. Il en va de même pour leurs armées qui souffrent de problèmes latents d'insuffisance de moyens financiers et humains qui font que ces armées sont en incapacité de mener à bien leurs missions.

Pascal Peyrou est le dernier intervenant de ce colloque, il est dirigeant d'un think-tank consacré aux enjeux de développement et de gouvernance en Afrique (Groupe Initiative Afrique). Le propos de Pascal Peyrou se concentre sur l'état d'esprit de la jeunesse africaine face aux difficultés pointées en amont du colloque. La première conséquence du vaste exode rural sévissant en Afrique est, selon Pascal Peyrou, une rupture subite des traditions et du cadre social autour des jeunes. Ces jeunes deviennent alors le principal vecteur des mouvements de frustration qui s'expriment d'autant plus par le biais d'internet et souffrent du manque de moyens investis dans l'éducation. Ces derniers constituent ainsi, de facto, le terreau idéal pour des organisations narco-terroristes.

Le colloque se termine vers 20h10 après une série de questions posées aux intervenants de la part de la salle et les remerciements de Hervé Morin à l'égard des invités et des 140 personnes ayant assisté au colloque. Le prochain événement se tiendra le 21 mars à 18h à l'Assemblée nationale et portera sur la protection sociale.